



DE LA RECHERCHE À L'INDUSTRIE

Présentation R.O.D.I.N.

Documentation – Direction Juridique et du Contentieux

▶ **Cadre juridique et institutionnel des activités nucléaires en France**

- Textes de nature législative ou réglementaire, de portée internationale, européenne ou nationale
- Textes publiés sans portée juridique contraignante (avis et guides ASN, instructions DSND, notes, etc.)

▶ **Thématiques couvrant l'ensemble des applications de l'atome**

- 17 chapitres hiérarchisés avec 4 niveaux
- 2807 textes
- 1000 extraits de codes

▶ **Documents au format PDF**


▶ **Liens vers la version en vigueur et le site officiel de publication**

▶ **Gestion CEA – Direction Juridique et du Contentieux**

Adresse : <https://rodin.cea.fr/>

Accès authentifié : identifiant – mot de passe

Accueil Accès à tous les textes **Accès par ...** ▼ Plus d'informations Aide

Rechercher...  Recherche avancée

R.O.D.I.N.


Recueil Opérationnel de Droit et Institutions Nucléaires


R.O.D.I.N. rassemble les textes de nature législative, réglementaire ou technique, de portée internationale, européenne ou nationale, constituant le cadre juridique et institutionnel des activités nucléaires en France, et recense les textes publiés dans ce domaine mais sans portée juridique contraignante (avis et guides ASN, instructions DSND, notes, etc.).

R.O.D.I.N. est mis à jour régulièrement et donne accès aux textes dans leur version en vigueur (document PDF ou lien HTTP).

Nous attirons l'attention des utilisateurs sur l'**évolution de la mise en forme des documents** : contacter la [cellule Documentation de la DJC](#) pour toute question.

Derniers textes commentés

✓ Titre	Corps
Objectif de qualité des eaux des SDAGE 	... Conseil d'Etat, 28 juillet 2022, n° 429341 JORF n° 179, 4 août 2022, texte n° 82
Ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique et ses ministres délégués	... Décret n° 2022-1061 du 29 juillet 2022 relatif aux attributions du ministre délégué auprès du ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique, chargé de l'industrie JORF n° 175, 30 juillet 2022, texte n° 14
Environnement – Substances soumises à surveillance	... Décision d'exécution (UE) 2022/1307 de la Commission du 22 juillet 2022 établissant une liste de vigilance relative aux substances soumises à surveillance à l'échelle de l'Union dans le domaine de la politique de l'eau en vertu de la directive 2008/105/CE du Parlement européen et du Conseil JOUE n° L 197/117, 26 juillet 2022

1 - 3 

► Accès aux documents

- Recherche
- Liste de résultats

► Affichage par type de document

► Barre de recherche

R.O.D.I.N.

Base R.O.D.I.N.

Accueil
Accès à tous les textes
Accès par ... ▼
Plus d'informations
Aide

► **Thématiques dépliantes**

- ▾ Base R.O.D.I.N.
- ▾ Thématique
 - ▾ 1. Institutions
 - ▾ 2. Installations et activités nucléaires civiles
 - ▾ 3. Installations et activités nucléaires de défense
 - ▾ 4. Sécurité nucléaire - Situations d'urgence - Accidents nucléaires
 - ▾ 5. Responsabilité civile nucléaire (RCN)
 - ▾ 6. Rayonnements ionisants
 - ▾ 7. Déchets radioactifs
 - ▾ 8. Protection de l'environnement
 - ▾ 9. Transport de matières radioactives
 - ▾ 10. Matières nucléaires
 - ▾ 11. Information et participation du public
 - ▾ 12. Non-prolifération et utilisation de l'énergie atomique à des fins pacifiques
 - ▾ 13. Protection des activités, des installations et des informations
 - ▾ 14. Electricité d'origine nucléaire
 - ▾ 15. Recherche nucléaire
 - ▾ 16. Coopération et commerce internationaux
 - ▾ 17. Terminologie

Filtres clés

Appliquer Effacer

Type de document

Code

Jurisprudence

▲ Date du document

Le

► **Classement antéchronologique**

Compteur = 2807

- ARRETE20220830
- ARRETE20220825
- DECRET20220825
- DECRET20220820
- LOI20220816
- CIRCULAIRE20220802
- COMMUNICATION20220729
- DECRET20220729-2022_1061
- CE20220728
- DECISION20220722
- DECRET20220720
- DECRET20220720-2022_1019
- DECRET20220720-2022_1022
- DECRET20220720-2022_1024
- REGLEMENT20220718
- ARRETE20220713

► **Propriétés du document**

Nom	DECRET20220825
Titre court	Décret n° 2022-1186 du 25 août 2022 portant application de l'article L. 597-4 du code de l'environnement relatif à la responsabilité civile dans le domaine de l'énergie nucléaire et codifiant les dispositions applicables aux sites
Titre complet	Décret n° 2022-1186 du 25 août 2022 portant application de l'article L. 597-4 du code de l'environnement relatif à la responsabilité civile dans le domaine de l'énergie nucléaire et codifiant les dispositions applicables aux sites ne comportant que des installations présentant un risque réduit
Thématique	5. Responsabilité civile nucléaire (RCN):Régime de responsabilité civile dans le domaine du transport de matières nucléaires:Textes français
Type de document	Décret
Code	
N° version	v1
Date du document	25/08/2022
Observation(s)	JORF n° 198, 27 août 2022, texte n° 27
URL	
Jurisprudence	
Modifié	19/09/2022 15:26

1 - 100 ▶

siendid

Sélectionner tout | Exporter la sélection | Exporter tout

Date(La plus récente) ▾ ► **Date – Pertinence**

- Transports externes**
DIFFUSION RESTREINTE GI M IN ISTÈRE DES ARMÉES Liberté Égalité Fraternité Délégué à la ... implantée au moins une INBS ou un **SIENID**, et placé sous la responsabilité d'un exploitant ...
droit-nucleaire.cea.fr/base_rodin/INSTRUCTION-DSND-26.pdf
- Transports internes**
implantée au moins une INBS ou un **SIENID**, et placé sous la responsabilité d'un exploitant ... publique, à l'intérieur d'une INBS, d'un **SIENID** ou entre des INBS ou de SNM relevant de ...
droit-nucleaire.cea.fr/base_rodin/INSTRUCTION-DSND-25.pdf
- Instruction DSND n° 18 relative à la mise à l'arrêt...**
des sites et installations d'expérimentations nucléaires intéressant la défense (**SIENID**) ... nucléaires intéressant la défense (**SIENID**) et nécessaires à leur exploitation ...
<droit-nucleaire.cea.fr/.../INSTRUCTION-DSND-18-17072019.pdf>
- Instruction DSND n° 27 relative au processus de délivranc...**
modifications visées aux articles 3 à 6 de l'arrêté du 24 novembre 2009 relatif aux **SIENID** ... Site : base, centre ou établissement d'accueil du ou des SNM, de l'INBS ou du **SIENID** ...
<droit-nucleaire.cea.fr/.../INSTRUCTION-DSND-27-16022018.pdf>
- Instruction DSND n° 121 relative à la déclaration et au...**
dans les INBS industrie et dans les **SIENID** : - Élargissement du périmètre de l'analyse des ... du périmètre d'une INBS ou d'un **SIENID** ou au cours d'un transport de matières dangereuses ...
<droit-nucleaire.cea.fr/.../INSTRUCTION-DSND-121-19092016.pdf>

► **Prévisualisation du document**

Transports internes

DIFFUSION RESTREINTE

MINISTÈRE DES ARMÉES
Liberté Égalité Fraternité

Délégué à la sûreté nucléaire et à la radiopour les installations et activités intéressant l'Autorité de sûreté nucléaire d

INSTRUCTION DSND n°25/DR relative aux transports internes

Références :

- 1) Code de la défense et notamment ses articles L.1333-15, R.*1333-37 et R.*1333-67-4
- 2) Accord européen relatif au transport international
- 3) Règlement concernant le transport international
- 4) Accord européen relatif au transport international de navigation intérieures (ADN)
- 5) Code maritime international des marchandises dan

Télécharger une copie
Imprimer dans un PDF
Informations d'incorporation

PAGE 1 SUR 8

Modifié par BIAL Betty le 01/02/2021 11:47

MODIFIER ENVOYER AFFICHER LES PROPRIÉTÉS

► **Envoyer par mail**

Conseil d'Etat, 28 juillet 2022, n° 429341

JORF n° 179, 4 août 2022, texte n° 82

Lien vers la décision<https://www.legifrance.gouv.fr/ceta/id/CETATEX000046112939>**Thématique(s) RODIN**

6. Rayonnements ionisants:Protection de la population et de l'environnement:Protection des eaux destinées à la consommation humaine

6. Rayonnements ionisants:Protection de la population et de l'environnement:Dispositions nationales générales

8. Protection de l'environnement:Protection des eaux et des milieux aquatiques:Gestion de la ressource - Cadre international et communautaire

Bulletin d'information juridique édité par le CEABIJ n° 2022-08 diffusé par la Direction Juridique et du Contentieux
Environnement**Objectif de qualité des eaux des SDAGE**

L'article R. 212-13 du code de l'environnement, dans sa version issue de l'article 7 du décret n° 2018-847 du 4 octobre 2018 relatif aux SDAGE et SAGE (cf. BIJ n° 2018-10), disposait que les impacts temporaires de courte durée et sans conséquences de long terme n'avaient pas à être pris en compte dans l'appréciation de la compatibilité des programmes et décisions administratives dans le domaine de l'eau avec l'objectif de prévention de la détérioration de la qualité des eaux.

Saisi par l'association France nature environnement, le Conseil d'Etat a saisi la CJUE d'une question préjudicielle pour savoir si la directive n° 2000/60/CE du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2000 établissant un cadre pour une politique communautaire dans le domaine de l'eau (cf. BIJ n° 2000-12) permettait aux Etats membres, lorsqu'ils autorisent un programme ou un projet, de ne pas prendre en compte les impacts temporaires de courte durée et sans conséquences de long terme sur l'état de l'eau de surface. Dans un arrêt du 5 mai 2022 (requête n° C-525/20), la CJUE répond par la négative. En conséquence, le Conseil d'Etat censure les dispositions correspondantes de l'article R. 212-13 du code de l'environnement.

Arrêté du 9 avril 2019 portant création d'une expérimentation relative à une procédure alternative à la décontamination à l'eau lors d'opérations comportant un risque d'exposition combinée aux fibres d'amiante et aux rayonnements ionisants

JORF n° 110, 12 mai 2019, texte n° 12

Lien vers la version en vigueurL'outil ChronoLégil proposé par Légifrance permet de connaître toutes les versions d'un texte ou d'un article.
<https://www.legifrance.gouv.fr/eli/arrrete/2019/4/9/MTRT1913329A/jo/texte>**Thématique(s) RODIN**

6. Rayonnements ionisants:Protection des travailleurs:Dispositions nationales générales

Bulletin d'information juridique édité par le CEABIJ n° 2022-08 diffusé par la Direction Juridique et du Contentieux
Amiante**Procédure alternative de décontamination à l'eau**

ARRETE DU 25 JUILLET 2022 MODIFIANT L'ARRETE DU 9 AVRIL 2019 PORTANT CREATION D'UNE EXPERIMENTATION RELATIVE A UNE PROCEDURE ALTERNATIVE A LA DECONTAMINATION A L'EAU LORS D'OPERATIONS COMPORTANT UN RISQUE D'EXPOSITION COMBINEE AUX FIBRES D'AMIANTE ET AUX RAYONNEMENTS IONISANTS

JORF n° 182, 7 AOUT 2022, TEXTE n° 17

Pour mémoire, l'arrêté du 9 avril 2019 susmentionné (cf. BIJ n° 2019-05) définit les modalités d'une expérimentation conduite par le CEA, EDF et ORANO avec le concours d'entreprises extérieures.

Cette expérimentation a pour objet d'évaluer l'efficacité, en matière de protection des travailleurs, d'une procédure alternative à la procédure de décontamination par doucheage à l'eau. Cette procédure alternative repose sur l'utilisation d'un fixateur coloré et sur des modalités spécifiques en matière de port d'équipements de protection individuelle et de déshabillage lors d'opérations de retrait d'amiante comportant un risque d'exposition combinée aux rayonnements ionisants dans lesquelles l'utilisation de l'eau est de nature à aggraver notamment les risques professionnels.

L'arrêté précité porte de 36 à 48 mois la durée fixée par l'arrêté du 9 avril 2019 afin de pouvoir achever l'expérimentation de cette procédure alternative à la décontamination à l'eau.

Règlement délégué (UE) 2022/1214 de la Commission du 9 mars 2022 modifiant le règlement délégué (UE) 2021/2139 en ce qui concerne les activités économiques exercées dans certains secteurs de l'énergie et le règlement délégué (UE) 2021/2178 en ce qui concerne les informations à publier spécifiquement pour ces activités économiques

JOUE n° L 188/1, 15 juillet 2022

Lien vers la version en vigueurhttp://data.europa.eu/eli/reg_del/2022/1214/oj**Thématique(s) RODIN**

14. Electricité d'origine nucléaire:Politique énergétique

Bulletin d'information juridique édité par le CEABIJ n° 2022-07 diffusé par la Direction Juridique et du Contentieux
Environnement**Taxonomie européenne**

Pour mémoire, la taxonomie européenne a pour objectif d'orienter les investissements vers les activités économiques ayant un impact favorable sur l'environnement. Conformément au règlement (UE) 2020/852 du 18 juin 2020 sur l'établissement d'un cadre visant à favoriser les investissements durables et modifiant le règlement (UE) 2019/2088 (cf. BIJ n° 2020-06), la Commission dresse, au moyen d'actes délégués, une liste des activités durables sur le plan environnemental en définissant les critères d'examen technique pour chaque objectif environnemental.

A ce titre, le règlement délégué (UE) 2021/2139 susmentionné (cf. BIJ n° 2021-12) porte sur la définition des activités qui s'adaptent au changement climatique ou l'atténuent et le règlement délégué (UE) 2021/2178 susmentionné précise le contenu et les modalités des informations relatives au climat que les entreprises doivent communiquer. Le règlement délégué (UE) 2022/1214 précité modifie ces deux actes délégués afin d'intégrer de nouvelles activités économiques relevant du secteur du gaz et du nucléaire dans le champ d'application de la taxonomie européenne.

Ainsi, des activités nucléaires peuvent être incluses dans la taxonomie européenne à condition de respecter les critères d'examen technique détaillés dans le règlement délégué :

- les phases pré-commerciales des technologies avancées pour la production d'énergie à partir de procédés nucléaires avec un minimum de déchets issus du cycle du combustible ;
- la construction et l'exploitation sûre de nouvelles centrales nucléaires pour la production d'électricité ou de chaleur (y compris pour la production d'hydrogène) à l'aide des meilleures technologies disponibles ;
- la production d'électricité à partir d'énergie nucléaire dans les installations existantes.

Evolutions

- ✓ Référence de publication non cliquable
- ✓ Lien vers la version en vigueur et le site officiel de publication
- ✓ Thématique(s) de rattachement RODIN
- ✓ Référence BIJ
- ✓ Commentaire BIJ (si disponible)